

**Arrêté préfectoral complémentaire
n° BE-2026-04-06 du 24 AVR. 2026**

**autorisant la société SUEZ RV SUD-OUEST à mettre en œuvre
une unité de récupération du CO₂ en complément de l'unité d'épuration du biogaz
sur son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Madaillan
sur la commune de BASSILLAC ET AUBEROCHE (commune déléguée de MILHAC-D'AUBEROCHE)**

**La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 28 février 2013 et 21 novembre 2017 relatifs à l'exploitation d'une ISDND sur son site de Madaillan sur la commune de BASSILLAC ET AUBEROCHE

Vu l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2019 autorisant la société SUEZ RV SUD-OUEST à mettre en œuvre une installation d'épuration du biogaz sur son site de Madaillan sur la commune de BASSILLAC ET AUBEROCHE ;

Vu la demande formulée le 30 janvier 2026 par la société SUEZ RV SUD-OUEST pour la mise en œuvre d'une unité de récupération du dioxyde de carbone (CO₂) en complément de l'unité d'épuration du biogaz sur son site de Madaillan sur la commune de BASSILLAC ET AUBEROCHE, pour une période de 12 mois maximum (prototype de liquéfaction) ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé en appui de la demande le 29 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 19 mars 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 30 mars 2026 ;

Vu les remarques et observations de la société SUEZ RV SUD-OUEST en dates des 25 et 30 mars et 9 avril 2026 ;

Considérant que le site est déjà classé pour l'exploitation d'une installation d'épuration de biogaz et d'un poste d'injection de biométhane vers le réseau de distribution de gaz naturel ;

Considérant que les installations projetées ne constituent pas, au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, une modification substantielle des activités déjà autorisées ;

Considérant qu'il y a lieu néanmoins de réglementer les modalités de fonctionnement du prototype et sa durée d'exploitation ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Durée de l'autorisation

Sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux n° 2013059-0001 du 28 février 2013, n° BE-2017-11-01 du 21 novembre 2017 et n° BE-2019-09-04 du 26 septembre 2019, la société SUEZ RV SUD-OUEST, dont le siège social est situé 2 chemin Baillou – 33140 VILLENAVE D'ORNON, est autorisée à mettre en place et utiliser, à titre temporaire, sur son installation de stockage de déchets non dangereux de Madaillan sur la commune de BASSILLAC ET AUBEROCHÉ, une installation de liquéfaction de CO₂.

La durée d'utilisation de cette installation est de 12 mois maximum à compter du début de la mise en production.

L'exploitant communique à la préfète la date exacte du début de la mise en production dans les 8 jours suivant son démarrage.

Article 2 – Conformité à la demande de modifications

L'installation de liquéfaction du CO₂ est disposée, aménagée et exploitée conformément aux données techniques et aux plans contenus dans le dossier présenté par l'exploitant.

En tout état de cause, elle respecte les dispositions du présent arrêté, des arrêtés préfectoraux susvisés et les autres réglementations en vigueur, notamment la directive relative aux équipements sous pression.

Article 3 – Consistance de l'installation

L'installation de liquéfaction du CO₂ se compose notamment des équipements suivants :

- un compresseur ;
- plusieurs réservoirs dont la boîte froide de liquéfaction ;
- quelques skids d'encombrement réduit.

L'installation de liquéfaction du CO₂ a une capacité de traitement de 300 Nm³/h de biogaz avec une production de CO₂ liquéfié comprise entre 100 et 250 Nm³/h.

Un plan de l'installation, représentant notamment les différents équipements qui la constituent ainsi que les tuyauteries et dispositifs de sécurité, est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 – Exploitation

L'installation de liquéfaction de CO₂ est exploitée par le personnel de la société WAGA ENERGY, conceptrice de l'installation, sous le contrôle de l'exploitant et la supervision de son exploitant délégué.

L'accès du personnel au site et la conduite des essais sont réalisés dans le respect des dispositions du Titre 7 « Prévention des risques technologiques » de l'arrêté préfectoral n° 2013059-0001 du 28 février 2013.

Article 5 – Prévention des pollutions atmosphériques

Les rejets issus des événements des dispositifs de liquéfaction sont analysés au moins une fois pendant la durée d'utilisation du prototype selon les paramètres définis ci-dessous.

Les prélèvements et les analyses sont effectués par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Paramètre	Valeur limite d'émission (en mg/Nm ³)
CO	150 mg/Nm ³

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression (273 K et 101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), pour la torchère, avec une teneur en oxygène de 11 %.

Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu par l'arrêté préfectoral du 28 février 2013.

Article 6 – Protection des ressources en eau et milieux aquatiques

6.1 – Prélèvement et consommation d'eau

L'installation de liquéfaction de CO₂ n'est à l'origine d'aucun prélèvement d'eau.

6.2 – Gestion des condensats

Les condensats issus de l'installation de liquéfaction de CO₂ sont dirigés pour traitement vers le bassin de collecte des lixiviats visé à l'article 4.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2013.

Article 7 – Gestion des déchets

Les déchets produits par l'exploitation de l'unité de liquéfaction de CO₂ sont les suivants :

Codification	Déchets	Quantité annuelle
06 13 02*	Charbons actifs	4 t
13 02 06*	Huile lubrifiant	500 l

Les déchets produits par l'installation de liquéfaction de CO₂ sont gérés selon les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.6 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2013.

Article 8 – Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Les dispositions du Titre 6 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2013 « Prévention des nuisances sonores et des vibrations » sont applicables à l'installation de liquéfaction de CO₂.

Un contrôle des niveaux sonores, tel que prévu à l'article 12.2.7 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2013, est réalisé au plus tard dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation de liquéfaction de CO₂.

Article 9 – Prévention des risques technologiques

9.1 Implantation

Le prototype de liquéfaction de CO₂ est implanté à proximité immédiate de l'installation d'épuration du biogaz sur une zone imperméabilisée.

Il est suffisamment éloigné de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

9.2 Localisation des risques

L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

En particulier, dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R.557-1-1 et suivants du code de l'environnement relatives aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. De plus, il est interdit d'apporter dans ces parties du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière relative à la sécurité de l'installation. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Le « permis de feu » et la consigne particulière sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il a nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de feu » et la consigne particulière sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

9.3 Dispositifs de sécurité

La détection d'un des défauts suivants entraîne la mise en sécurité automatique de l'installation (mise à l'arrêt des équipements, dépressurisation et fermeture automatique des vannes en amont et en aval de l'installation) :

- franchissement d'un seuil de concentration haute en O₂ du biogaz brut de 25 % de la LIE ;
- franchissement d'un seuil de température haute défini sous la responsabilité de l'exploitant du gaz ou de l'huile du compresseur ;
- franchissement d'un seuil de pression trop haute défini sous la responsabilité de l'exploitant ;
- franchissement d'un seuil de pression trop basse défini sous la responsabilité de l'exploitant.

Le conteneur de l'unité de liquéfaction est équipé d'au moins deux détecteurs de gaz judicieusement répartis.

Ce conteneur est protégé contre les chocs par tout moyen approprié (arceaux, glissières de protection, etc.).

9.4 Suivi et maintenance

L'installation de liquéfaction de CO₂ est exploitée et entretenue par des personnes formées à cet effet. Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. Elles définissent les paramètres de suivi et d'alarme importants pour la sécurité et le bon fonctionnement de l'installation.

Article 10 – Arrêt des installations

A l'issue de la période d'essai, l'exploitant informe le préfet et l'inspection des installations classées de l'arrêt des installations, des dispositions prises pour leur démantèlement, et s'il y a lieu, des mesures de remise en état du site.

Article 11 – Bilan des essais

Au terme de la période d'essai, l'exploitant adresse au préfet une synthèse de l'expérimentation menée qui comprend :

- un bilan des rejets atmosphériques et aqueux mesurés ou constatés ;
- les enseignements tirés des essais réalisés.

Article 12 – Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – 33000 BORDEAUX, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 13 – Mesures de publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de BASSILLAC ET AUBEROCHES et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 14 – Notification et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A, le maire de BASSILLAC ET AUBEROCHES, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera adressée au maire de BASSILLAC ET AUBEROCHES ainsi qu'à SUEZ RV SUD-OUEST.

Périgueux, le **12 4 AVR. 2026**

La préfète,

**Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général**

Bertrand DUCROS